



Conseil économique et social

Distr. générale
17 novembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Salesian Missions, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Salesian Missions, qui représente les Salésiens de Don Bosco, est une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Les Salésiens aident les jeunes, en particulier les marginalisés et les pauvres, dans plus de 130 pays.

S'engager pour l'autonomisation des femmes et l'élimination et la prévention de toute forme de violences faites aux femmes et aux filles est essentiel pour concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, créer le monde que nous voulons et assurer la promotion, la protection et la garantie des droits de l'homme pour tous.

L'environnement, l'économie et la population ont été identifiés comme étant les piliers du développement durable. Si un pilier est trop faible, c'est l'ensemble du système qui n'est plus viable. Notre défi est d'appréhender le monde comme un ensemble de systèmes interconnectés, dépendants du soutien simultané et du renforcement de ces piliers. Malheureusement, la plupart des efforts nationaux et internationaux faits pour lutter contre ces problèmes dans une société donnée se concentrent sur un seul pilier à la fois. La soixantième session de la Commission de la condition de la femme nous met au défi de penser et de travailler de manière plus systémique si nous voulons parvenir à l'égalité et au développement durable.

La sauvegarde de l'environnement doit être une priorité absolue si nous voulons renforcer les piliers du développement durable. Plus la capacité de l'environnement à faire vivre une société est faible, plus la capacité du système social à subvenir aux besoins de tous l'est aussi et moins le système économique peut produire. Dans son encyclique « Laudato Si » de 2015, le pape François a invité toutes les personnes de bonne volonté à œuvrer pour une écologie intégrale qui protège notre maison commune et tous ses habitants en veillant à construire des économies durables préservant les populations et la planète.

La dégradation de l'environnement est directement proportionnelle à l'exploitation des personnes vivant dans la pauvreté. Un avenir durable et équitable nécessite que nous examinons la concentration des pouvoirs économique, étatique et commercial transnational, et les effets que ceux-ci ont sur le bien-être des individus et des communautés les moins influents, en particulier les femmes et les filles. Nous aimerions donc que soient examinés l'influence des industries extractives sur les trois piliers de la durabilité et leurs effets sur les femmes et les filles.

Des niveaux élevés de pauvreté et de chômage, mais aussi la diminution des moyens de subsistance et d'autres modes de développement, due à la domination du modèle d'activité extractiviste, exercent une très forte pression sur les classes ouvrières et les familles de petits exploitants agricoles dans de nombreux pays. Les femmes notamment en ressentent les effets, car elles ont souvent la responsabilité de subvenir aux besoins de leur famille. Dans les communautés minières, le salaire des femmes est souvent inférieur à celui des hommes et elles doivent prendre part à l'économie parallèle pour compenser les revenus manquants, ou sont contraintes de se prostituer. Donner aux femmes pauvres de réels choix économiques et garantir une justice économique à toutes les femmes est déterminant pour enrayer la pauvreté.

Des recherches ont montré que sur les sites miniers, les femmes et les filles courent le risque d'être victimes de trafic. Le travail forcé, des femmes comme des hommes, dans les industries extractives a été largement prouvé et désormais, les États et les défenseurs des droits de l'homme étudient de plus en plus le lien entre les industries extractives et la traite et l'exploitation sexuelle. Des rapports récents indiquent que l'intermédiation pourrait également avoir favorisé la traite d'êtres humains sur les sites d'extraction.

Les femmes et les filles sont particulièrement exposées à la violence dans ces communautés car les activités d'extraction, de forage et d'exploitation se font souvent dans des zones relativement reculées. L'infrastructure est souvent réduite au minimum et l'état de droit est limité, par conséquent les comportements violents sont rarement réprimés. Ces communautés improvisées présentent un risque accru de criminalité et d'exploitation sexuelle des femmes et des filles.

Les organisations non gouvernementales ont commencé à rédiger des rapports sur l'exploitation sexuelle commerciale des enfants liée au secteur minier à Madagascar. Dans certaines zones, l'exploitation est en proie au crime organisé, mais dans d'autres cas, des familles désespérées ont vendu leurs enfants, souvent à leur insu, pensant leur offrir un avenir meilleur mais les condamnant en réalité quasiment à l'esclavage. L'exploitation sexuelle des enfants et des adolescentes a également augmenté avec le développement des industries extractives (bois, pétrole, minéraux et gaz) dans l'Amazonie péruvienne, et des femmes et des filles ont été victimes de traite et d'exploitation sexuelle près des mines d'or au Suriname et en Guyane.

Intéressées par l'exploitation des ressources dans certaines zones de l'Arctique, que le changement climatique a rendues plus accessibles, de plus en plus de personnes émigrent vers ces régions septentrionales reculées, ce qui augmente le risque de traite pour les femmes autochtones. Les conséquences de la traite d'êtres humains sont particulièrement lourdes chez les populations autochtones dans le monde : en effet, on trouve une proportion élevée de victimes de la traite moderne chez ces populations, plus particulièrement les femmes.

Les violences faites aux femmes dans les situations de conflit ont été bien établies (voir l'Organisation mondiale de la Santé; Amnesty International). La relation entre la présence d'industries extractives et les conflits a également été démontrée, en particulier là où des ressources de grande valeur sont exploitées. Les conflits peuvent survenir lorsque les communautés sont dépossédées de leurs terres et de leurs ressources naturelles : lorsque l'extraction minière ou le changement climatique dégrade une zone, une concurrence accrue due à la réduction des ressources renouvelables telles que la terre et l'eau accroît la probabilité d'un conflit. Les femmes sont particulièrement vulnérables dans de telles situations. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, dans les situations de conflit, les femmes et les filles subissent souvent les mauvais traitements suivants : « viols de masse, esclavage sexuel; prostitution, “mariages” imposés par la force; viols multiples et viols collectifs (par plusieurs assaillants) et viol de filles très jeunes; agressions sexuelles assorties de brutalités et de coups; reprise dans la communauté attaquée des mutilations sexuelles féminines, utilisées comme moyen de renforcer l'identité culturelle; femmes contraintes à consentir à des relations sexuelles pour survivre, ou en échange de nourriture, d'abri ou de “protection”. »

La demande en ressources naturelles a augmenté, et ce ne saurait être au détriment des femmes et des filles. Les industries extractives ont l'obligation de protéger l'environnement et les personnes dans le cadre de leurs activités visant à faire des bénéfices et à fournir leur production à des tiers. L'exploitation de ressources non renouvelables et de personnes, que ce soit des femmes et des filles ou des hommes et des garçons, doit cesser. Il n'est pas possible d'exploiter de manière durable les ressources non renouvelables car, par définition, elles n'existent pas en quantité infinie. En outre, les industries qui recourent à l'extraction de minéraux font elles-mêmes face à des problèmes de durabilité, notamment parce que l'extraction nécessite d'énormes quantités d'eau et d'électricité. C'est un problème majeur dans les pays pauvres en ressources, qui doit être traité.

Un développement qui n'est accessible qu'à certains n'est pas un vrai développement. C'est plutôt une sorte d'exploitation des ressources de la Terre et des laissés-pour-compte de ce développement. Trop souvent, ces derniers sont les femmes et les filles. Il est maintenant temps d'inclure tout le monde.

Recommandations

Dans le but de favoriser les trois piliers du développement durable, nous recommandons aux États membres de :

- Réaliser des évaluations régulières et faire état dans la transparence de l'utilisation collective et organisationnelle de l'énergie et d'autres ressources renouvelables et non renouvelables;
- Collecter des données sur les effets négatifs des activités locales d'extraction sur la santé des femmes et des enfants et fournir les services de santé adéquats pour répondre aux besoins en la matière;
- Procéder à des interventions au niveau juridique et politique pour contribuer à réduire la traite des êtres humains sur les sites miniers, qu'elle porte sur le travail ou sur l'exploitation sexuelle;
- Collecter des données pour pallier le manque d'information au sujet des migrantes attirées près des sites industriels d'extraction;
- Assurer qu'à travail égal, le même salaire soit accordé aux hommes et aux femmes;
- S'attaquer à la demande en matière d'exploitation sexuelle des femmes et des filles et criminaliser les personnes qui encouragent, vendent ou achètent des services sexuels près des sites industriels d'extraction et dans la société;
- Appliquer des socles de protection sociale mis au point à l'échelle nationale selon la recommandation 202 de l'OIT afin de contribuer à assurer un niveau de vie minimum pour tous.